



Merkel et Macron se rencontrent à Berlin alors que la frappe en Syrie aggrave les conflits au sein de l'OTAN

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 24 avril 2018

[wsws.org](#) 20 avril 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#),
[Militarisation](#)

Hier, le président français Emmanuel Macron s'est rendu à Berlin pour un sommet avec la chancelière allemande Angela Merkel après la frappe américano-britannique sur la Syrie du 9 avril, et avant les voyages prévus la semaine prochaine par Merkel et Macron à Washington. Lors d'une brève conférence de presse conjointe, ils ont approuvé la frappe illégale et non provoquée contre la Syrie tout en soulignant que, avec la Grande-Bretagne, ils soutiennent le maintien du traité nucléaire iranien.

Les fissures dans l'édifice de l'alliance de l'OTAN montrent cependant que son recours constant à la guerre intensifie les rivalités entre les États membres. Non seulement le soutien de Berlin et de Paris au traité iranien les entraîne dans un affrontement avec l'Administration Trump, qui a menacé de l'annuler, mais les deux principales puissances de l'Union européenne (UE) sont de plus en plus en désaccord. Merkel s'est tue sur l'appel de Macron pour une nouvelle architecture financière de la zone euro, parmi des informations selon lesquelles Berlin et Paris s'affrontent à la fois sur la politique financière et la frappe du 9 avril en Syrie.

La chancelière allemande a commencé par exiger une armée forte de l'UE, sur un ton alarmiste et en notant la vague croissante des guerres de l'OTAN autour de l'Europe. « En dépit du fait que l'Europe est un projet de paix, il faut qu'on puisse défendre nos intérêts autour du monde », a déclaré Merkel, elle a continué : « Nous avons besoin d'un projet de politique extérieure commune », et en avertissant : « Les guerres catastrophiques nous entourent. »

Le président français a pour sa part affirmé que la « souveraineté commune » des pays européens était menacée et a appelé à un prochain sommet ministériel franco-allemand en juin qui traiterait d'une politique économique et monétaire commune, ainsi que des initiatives de sécurité commune sur la défense et la politique étrangère au sein de l'Union européenne.

Interrogé sur les messages qu'ils apporteraient à Donald Trump sur la Syrie, l'Iran et le commerce mondial, Merkel a répondu : « Je veux montrer aux USA que malgré les différences d'opinion il est important de discuter ». Macron et Merkel apporteraient « un message commun » à Trump, citant la nécessité de respecter l'accord nucléaire iranien de 2015, la « légitimité » de la frappe du 9 avril en Syrie et la nécessité d'utiliser les menaces commerciales de Trump pour une lutte commune contre les exportations chinoises d'acier

et d'aluminium.

Sur la frappe syrienne, Macron a prétendu que l'Allemagne n'avait pas rejoint l'action parce que la constitution allemande ne permettait pas une attaque sans un débat parlementaire. Dans une déclaration antidémocratique flagrante qui piétine l'opposition de masse à cette frappe aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France, il affirme qu'il n'est pas possible de consulter le Parlement sur la frappe, étant donné la nécessité d'une action rapide et par surprise.

Interrogés sur les réformes de la structure financière de l'Union européenne et de la zone euro, Merkel et Macron n'ont rien dit explicitement de l'appel de Macron à l'université de la Sorbonne à ce que Berlin accepte un large changement dans le financement des renflouements et de la politique d'investissement. Cependant, leurs remarques étaient à peine capables de couvrir les divergences publiques grandissantes avec les propositions de Macron.

Dans les jours précédant le sommet, le numéro deux de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de Merkel a publié une attaque largement notée contre les appels de Macron pour de plus grands investissements publics dans les économies de la zone euro. « Je ne pense pas que ce serait une bonne idée », a déclaré Annegrey Kramp-Karrenbauer, dans des remarques largement prises dans les médias français comme un signe que les propositions de Macron étaient déjà mortes-nées. En fait, les remarques de Merkel hier n'étaient qu'une version un peu plus molle de l'opinion de Kramp-Karrenbauer.

Apparemment, en visant les appels de Macron à construire une version européenne du Fonds monétaire international pour superviser les renflouements bancaires de la zone euro, Merkel a déclaré : « Il ne faut pas trop dépendre du FMI. Mais il ne faut pas travailler contre le FMI ». Elle a averti que la zone euro n'était pas « suffisamment solide pour faire face à une crise » et a appelé à la « responsabilité » dans la mise en œuvre des programmes d'austérité dictés par l'UE à l'Espagne, la Grèce et l'Irlande. Elle a ajouté que « l'idée la plus petite peut créer de vrais problèmes ».

Macron a répondu que : « Le plus important n'est pas de commenter l'un ou l'autre instrument, mais de s'assurer que nous avons les mêmes finalités ». Appelant à une union bancaire européenne et à une convergence des conditions économiques en Europe avec celles de l'Allemagne, l'économie la plus forte, Macron a prévenu : « Aucune union monétaire ne peut survivre sans des éléments de convergence. Il faut accompagner les états membres dans cette convergence ».

Les commentaires agressifs de Merkel et Macron reflètent le caractère réactionnaire des régimes des deux côtés du Rhin. Les deux politiciens président les régimes les plus à droite de leurs pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'effondrement du régime fasciste en 1945. Merkel insiste pour remilitariser la politique étrangère allemande, et Macron remet en cause les concessions sociales accordées à la classe ouvrière en France à la Libération de l'occupation nazie.

Les commentaires de Merkel et de Macron lors de la conférence de presse constituent un avertissement que l'UE ne bougera pas d'un iota des politiques impopulaires de militarisme et d'austérité. Elle est pleinement engagée à intensifier son implication militaire dans la campagne pour dominer le Moyen-Orient qui dure depuis plusieurs décennies. Alors que l'UE se désintègre avec le mécontentement social, avec le vote britannique de 2016 pour sortir

de l'UE et les récentes élections en Italie, où les partis de droite et anti-UE gagnent les positions dominantes, Berlin et Paris n'ont rien de nouveau à proposer.

Les conflits entre les puissances impérialistes de l'OTAN se développent, surtout dans l'opposition de Berlin et de Paris aux menaces de Trump d'imposer des tarifs commerciaux sur les marchandises européennes et de préparer la guerre avec l'Iran en annulant le traité nucléaire. Les commentaires de la presse montrent d'ailleurs que ces conflits minent rapidement l'alliance franco-allemande censée mener ce qui reste de l'UE. Dans les coulisses, les tensions sont de plus en plus amères.

Un article de l'édition française du *Huffington Post* citant de hauts fonctionnaires français a souligné les tensions militaires croissantes entre la France et l'Allemagne à la suite de la décision de l'Allemagne de ne pas participer à la frappe en Syrie. « Les espoirs formulés par Emmanuel Macron lors de son discours à la Sorbonne en septembre semblent très compromis », a-t-il déclaré, soulignant les « effets négatifs des frappes françaises en Syrie ».

Il cite les plaintes du journal allemand *Die Welt* : « Dans le conflit syrien, Macron se tourne vers Trump et non vers Merkel », ainsi que des remarques de Barbara Kunz, une responsable de l'Institut français des relations internationales (IFRI), un influent groupe de réflexion.

Elle souligne des difficultés croissantes dans la coordination militaire franco-allemande, notamment dans des conditions où la loi allemande pourrait empêcher la France d'exporter des armes franco-allemandes développées en partenariat à des clients influents en Arabie saoudite et dans d'autres pétromonarchies du Golfe Persique. « Si nous voulons construire un char de combat ensemble, mais que nous ne pouvons pas l'exporter, c'est un problème », a déclaré Kunz.

Dix ans après le krach de 2008, qui a entraîné une série de crises financières et de renflouements en Europe, il est clair qu'aucune des tensions internationales en Europe n'a été résolue. Les principales économies de la zone euro continuent à préconiser des politiques économiques et monétaires très différentes, Merkel étant sous la pression des factions croissantes de la CDU et de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) d'extrême droite de rejeter les demandes de Macron pour davantage d'investissements publics.

Le parlementaire CDU, Eckhardt Rehberg, a déclaré à la station de radio Deutschlandfunk : « Nous sommes sceptiques sur ses propositions et sur les propositions [...] de la Commission européenne de décembre dernier pour le développement d'un fonds monétaire européen ». Il a ajouté : « Sans règles, sans condition, de l'avis de la fraction CDU il est impossible de donner l'argent des contribuables allemands. »

« Je sais que Macron pousse Angela Merkel et elle ne bouge pas comme il pense qu'elle devrait bouger », a déclaré à Reuters un haut responsable français anonyme, ajoutant que Macron pourrait « adopter un ton plus conflictuel avec l'Allemagne ».

Alex Lantier

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 20 avril 2018

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), wsws.org, 2018

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca